

Préparation de projets de gestion intégrée des inondations pour le Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Togo et le Bassin de la Volta en Afrique de l'Ouest

Evaluation des besoins de renforcement des capacités : Cas de la Côte d'Ivoire

Par KOUADIO François
Secrétaire Exécutif du PNECI

PRÉSENTATION DE LA CÔTE D'IVOIRE

PLAN DE PRESENTATION

- Aperçu géographique et caractéristiques socioéconomique du bassin dans le pays
- Crues/ inondations et leurs impacts
- Cadre institutionnel de gestion des crues/ inondations
- Evaluation des risques d'inondation
- Evaluation de la vulnérabilité aux risques d'inondation
- Principales activités prioritaires de renforcement de capacités
- Principales recommandations pour une meilleure gestion des inondations

1- Aperçu géographique et caractéristiques socioéconomique du bassin dans le pays

Situation géographique de la Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire est située en Afrique de l'Ouest, dans la zone intertropicale, au bord du Golfe de Guinée. Sa superficie est de 322.463 km². Le pays est bordé au Sud par l'Océan Atlantique, à l'Est par le Ghana sur 640 km, au Nord par le Burkina-Faso sur 490 km et le Mali sur 370 km, à l'Ouest par la Guinée sur 610 km et le Libéria sur 580 km.

Portion du bassin en Côte d'Ivoire

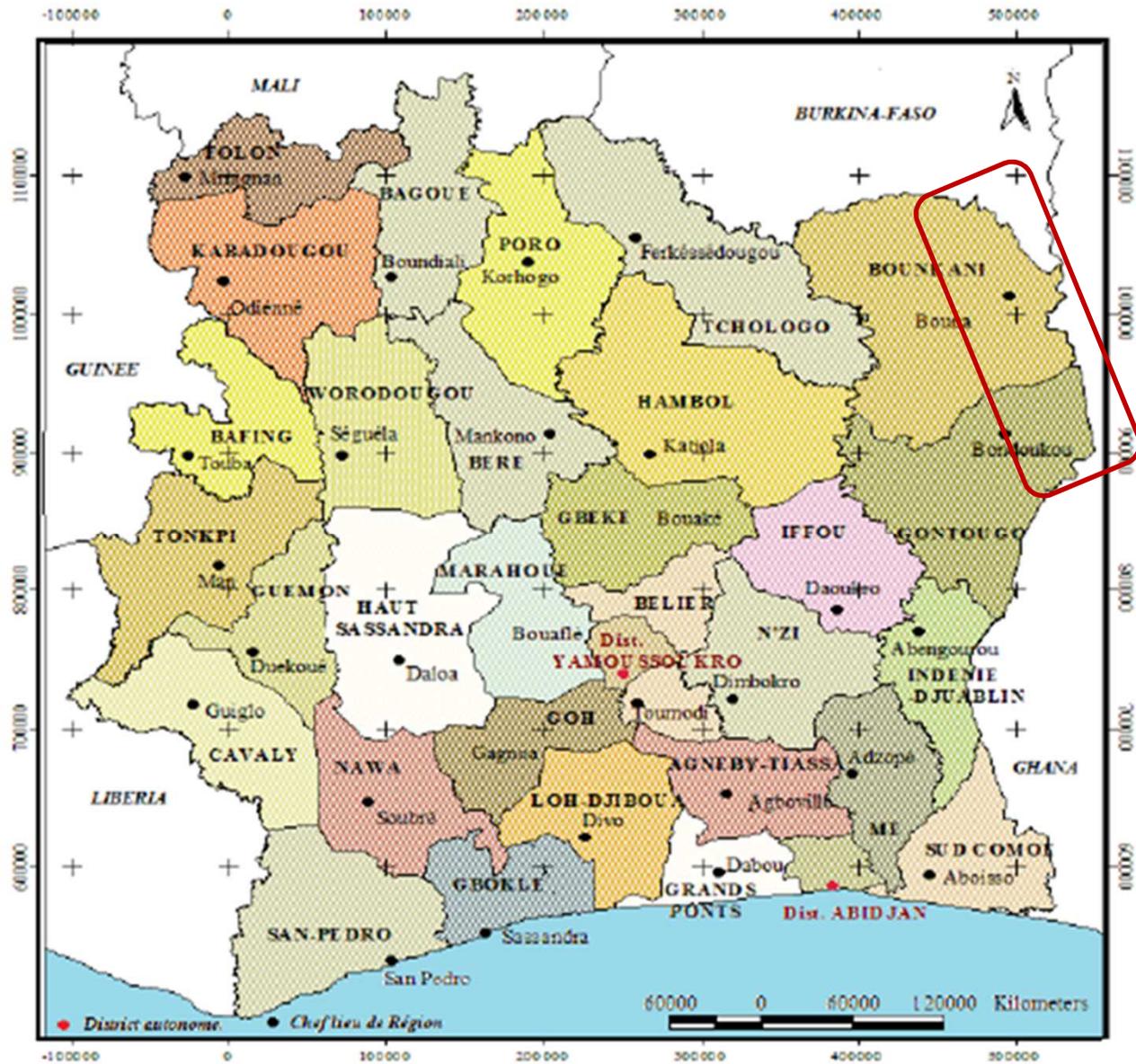
Superficie: 9 890 km,² (soit 2,48% de la superficie nationale et,3.8% du bassin)

Régions couvertes: Boukani et Gontougo dans le nord est du pays

Population: 448 332 habitants soit 1,98% de la population nationale.

Conditions naturelles et climatiques: dans l'ensemble favorables au développement d'activités économiques.

Activités socio économiques: tous les secteurs d'activités sont représentés mais l'agriculture domine ce qui entraine une sédimentation accrue du lit du fleuve et une dégradation des berges.



Portion du bassin de la Volta en Côte d'Ivoire

2- Crues et inondations et leurs impacts

Impacts des inondations sur la vie humaine:

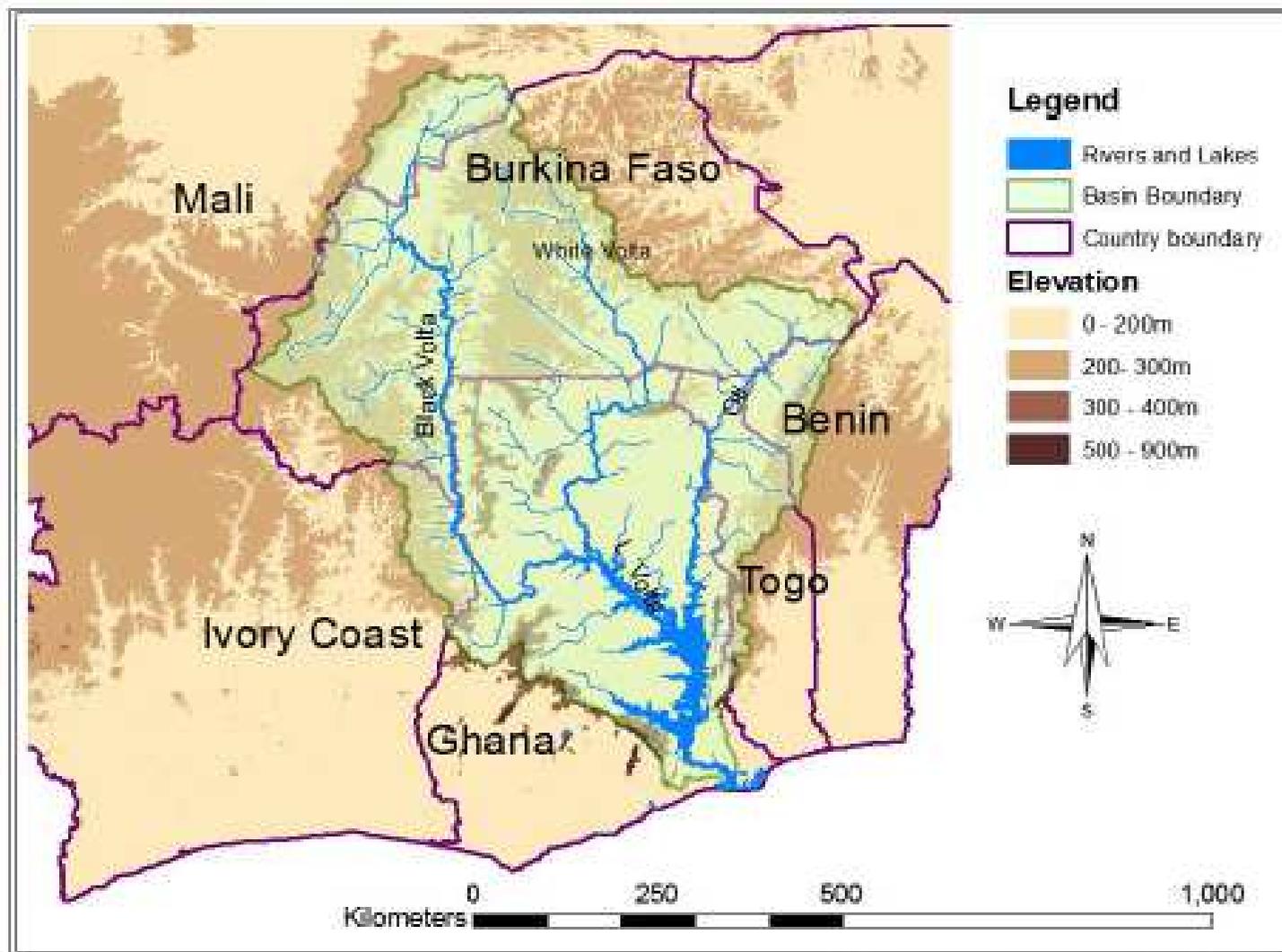
- Les inondations sont récurrentes dans le sud du pays, notamment à Abidjan pour des causes anthropiques.
- La zone du bassin ne connaît presque pas d'inondation
- De 1996 à 2014: 198 victimes, 13 disparues et 3 blessés

Impacts socio économiques:

- Destruction de propriétés publiques et privées telles que les routes, les rues, les maisons d'habitation, productions agricoles, réseaux de distribution d'eau, électricité, assainissement, télécommunication et autres...

Cartographie des zones les plus à risque:

- Une telle cartographie est presque inexistante
- Difficultés de collecter des données viables sur la portion nationale du bassin
- Existence de la carte de répartition des zones à risques d'inondation, cependant de mauvaise qualité.



Carte 11 : Relief du Bassin de la Volta en Côte d'Ivoire (Source : BVA / Consultant)

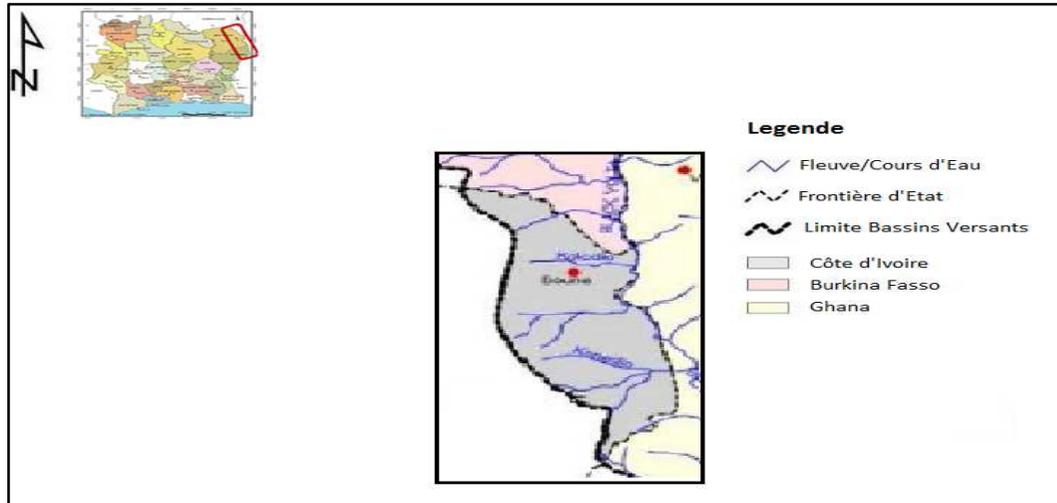
3- Cadre institutionnel de gestion des crues

Principaux acteurs et institutions impliqués dans la gestion des inondations:

-A l'heure actuelle, aucun organisme spécifique n'a en charge la gestion intégrée des inondations.

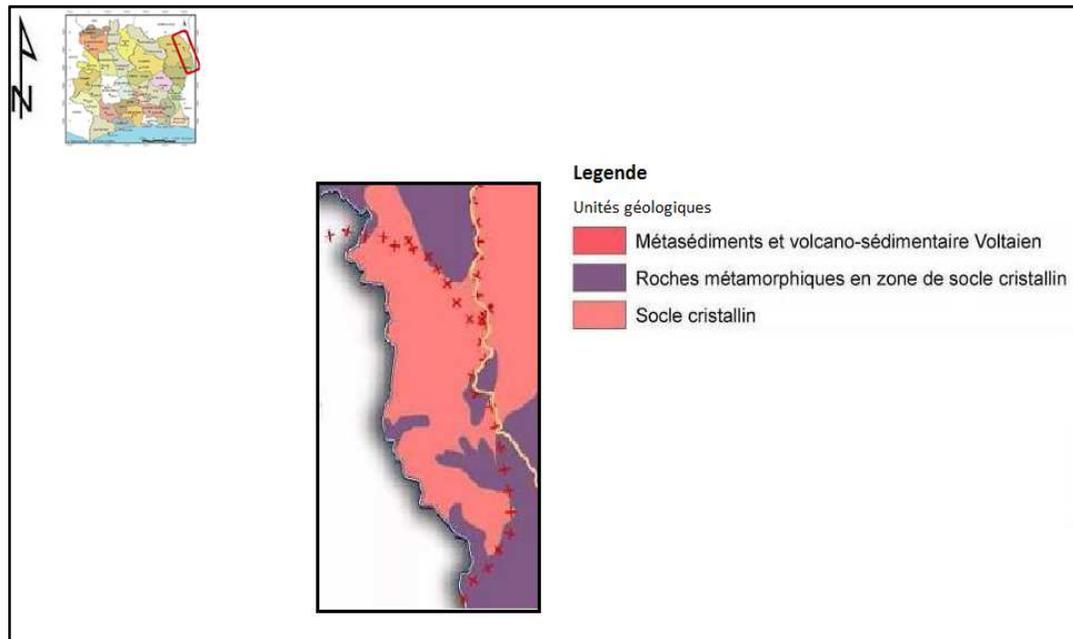
Au plan national

Institution	Direction /Service	Responsabilités
Présidence de la République	Bureau National d'Etudes Techniques et Développement (BNETD)et Centre de Cartographie et de Télédétection (CCT)	Etudes - Cartographie
	Le Conseil National de Sécurité (CNS)	Coordination des situations de crises (sécurité et désastres importants)
	Comité National de Télédétection et d'Information Géographique (CNTIG)	Politique, organisation et de coordination des programmes en matière de géo information et de télédétection appliquée à la gestion des inondations.
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	Préfecture	Prévention et gestion des catastrophes au niveau national
	Office Nationale de la Protection Civile (ONPC) et Sapeurs-Pompiers	Protection et secours aux sinistrés
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	Direction de la qualité de l'environnement et de la prévention des risques	Conception et de la mise en œuvre de la politique nationale pour la protection de l'environnement, notamment la coordination de la gestion des risques majeurs
	Centre Ivoirien Antipollution (CIAPOL)	
Ministère du Plan et du Développement	Institut National des Statistiques	Collecte et gestion des données statistiques



Carte 14 : hydrographie du Bassin de la Volta en Côte d'Ivoire

(Source : BVA / Consultant)



Carte 13 : géologie du Bassin de la Volta en Côte d'Ivoire

(Source : BVA / Consultant)

3- Cadre institutionnel de gestion des crues

Institution	Direction /Service	Responsabilités
Ministères de l'Assainissement et de la Salubrité Urbaine	Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD)	Maîtrise d'ouvrage déléguée des projets et la supervision des contrats d'exploitation. Intervention lors des inondations dans la gestion des actions de reconstruction et de relèvement.
Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique	Institut National d'Hygiène Publique (INHP) et comité de gestion des épidémies	Veille des épidémies au niveau national, ainsi que dans la réponse aux catastrophes
	Service d'Aide Médicale d'Urgence (SAMU)	Intervention médicale
Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de l'Indemnisation des Victimes		Affaires sociales, intervient dans la réponse lors des inondations
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche scientifique	UFR des Sciences de la Terre et des Ressources Minières de l'Université	Etudes prospectives dans le domaine de la gestion des risques naturels
	UFR des Sciences de Gestion et de l'Environnement	
	Institut de Géographie Tropicale	Etudes sur les risques et leurs conséquences
Ministère en charge de transport	Société d'Exploitation et de Développement Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique (SODEXAM)	Service de météorologie nationale ; veille climatique et météorologique (bulletins météorologiques et les alertes précoces)
Ministère de la Communication	Radiotélévision Ivoirienne (RTI 1, RTI 2, la Radio – Côte d'Ivoire et le quotidien FRATERNITE MATIN)	Sensibilisation et informations
AU PLAN LOCAL		
Union des Villes et Communes de Côte d'Ivoire (UVICOCI)	Villes et Communes	Amélioration du cadre de vie des populations locales
Assemblée des Régions et Districts de Côte d'Ivoire (ARDCI)	Régions et Districts	Amélioration du cadre de vie des populations locales
Croix Rouge de Côte d'Ivoire		Réponse aux besoins des sinistrés

Principaux acteurs techniques dans la gestion des risques de catastrophes

Institution	Direction /Service	Responsabilités
ONPC	Campagne de sensibilisation menée une fois par an contre les effets de pluies diluviennes.	Les messages du gouvernement sont diffusés sur des thématiques spécifiques, en collaboration avec les communes, à Abidjan et à l'intérieur du pays, dans le but de limiter les dommages et les pertes dus aux inondations.
ONAD	Construction des barrages écrêteurs des crues dans les zones de la ville d'Abidjan qui connaissent des inondations récurrentes.	Des constructions anarchiques ont été démolies et certains caniveaux débouchés afin de limiter ou de freiner la récurrence des inondations urbaines.
Préfecture d'Abidjan	Déclenchement plan ORSEC	Intervention
SODEXAM	Bulletins météorologiques et alertes précoces	Prévention

Principaux partenaires financiers dans la gestion des risques de catastrophes

ABV	Réhabilitation du bassin versant et de sa côtière en aval.	Etude sur la restauration et la protection des lits de la Volta Noire et de ses affluents à travers des campagnes participatives de reboisement » dans la zone ivoirienne du bassin de la Volta
PNUE/FEM	Analyse des contraintes – politiques législatives et institutionnelles – de gouvernance	Amélioration des capacités des pays à planifier et à gérer le bassin versant de la Volta sur leur territoire, ses ressources aquatiques et ses écosystèmes de manière durable.
UEMOA	Analyse des vulnérabilités aux catastrophes et des capacités de réponse en Côte d'Ivoire	Conception du document - outil d'aide à la décision, de guide d'information, d'éducation, de sensibilisation et d'auto formation en Gouvernance du risque et diagnostic de vulnérabilité de la Côte d'Ivoire
PNUE/FEM	Analyse diagnostique transfrontalière du bassin versant de la Volta	Résolution des problèmes transfrontaliers dans le bassin versant de la Volta et sa zone côtière en aval...
PNUD	Appui au renforcement des capacités en matière de réduction des risques de catastrophe, de préparation à la	A travers son programme Protection de l'Environnement et Gestion Durable des Ressources Naturelles (PEGDRN) qui incluait un volet changement climatique, catastrophes naturelles et technologiques

Principaux partenaires financiers dans la gestion des risques de catastrophes

Banque Mondiale	Programme d'Urgence pour les Infrastructures Urbaines géré par la Mission d'Appui aux Communes (MACOM)	Programme ayant traité des problèmes d'assainissement en milieu urbain et, dans ce cadre, ayant préparé une action de sensibilisation sur les liens entre assainissement et risques de catastrophes.
La Banque Africaine de Développement	Projet pour la gestion du bassin du Gourou à Abidjan.	La BAD dispose d'un mécanisme interne pour les aides d'urgence humanitaire causée par les catastrophes naturelles à hauteur d'un milliard de dollars par opération, alloué aux pays touchés.
Système des Nations Unies	Appui à l'évaluation des capacités nationales pour la réduction des risques, la préparation et la réponse aux urgences en Côte d'Ivoire.	Etude réalisée avec l'appui technique de l'Initiative inter-agences pour la réduction des risques de catastrophes (CADRI)

Mécanisme de coordination et de coopération existant.

- Organe principal de coordination: Office National de la Protection Civile (Décret 2000-822 du 22 novembre 2000) quand il y a inondation.
- Mise en place par le gouvernement du Centre de Gestion Interministériel des crises, avec le soutien de l'Union Européenne.
- Existence de plusieurs forums de coordinations humanitaires

Mécanismes de coordination multisectorielle:

- Existence d'un comité interministériel et multisectoriel qui réunit environ 50 points focaux des différents ministères et organismes publics, des districts et départements, de l'assemblée nationale et de l'union des ONG de Cote d'Ivoire, a été mis en place depuis 2007 sous la coordination du MEDD. La Plateforme Nationale a pour mandat de promouvoir l'intégration de la dimension réduction des risques et la gestion des catastrophes dans les politiques, plans et programmes de développement ; de mobiliser les ressources financières et matérielles nécessaires ; de réaliser des études et de vulgariser la stratégie et le plan d'action

Cadre de participation des parties prenantes:

A l'heure actuelle, l'un des cadres favorables pour toutes les parties prenantes à la gestion intégrée des crues est la Plateforme Nationale RRC dont les projets à réaliser sont orientés autour des axes stratégiques suivants:

Axe stratégique 1: Engagement des pouvoirs publics

Axe stratégique 2 : Evaluation des risques

Axe stratégique 3 : Alerte précoce et préparation à la réponse

Axe stratégique 4: Sensibilisation

Axe stratégique 5: Mobilisation des ressources et renforcement des capacités nationales

Cadre politico-juridique et réglementaire :

A ce jour, peu de législations spécifiques à la gestion des risques de catastrophe en Côte d'Ivoire:

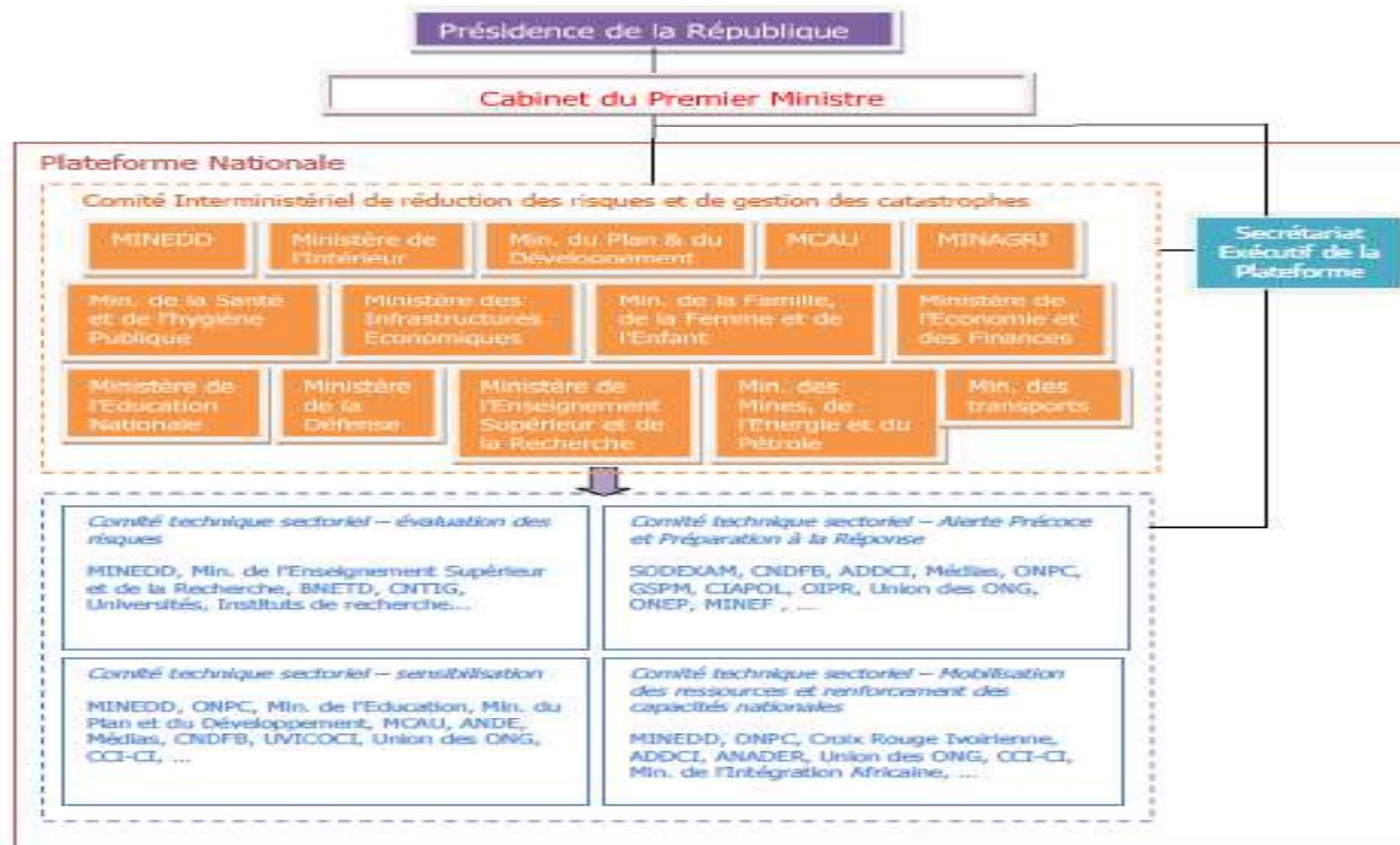
-Décret portant la création de la Plateforme Nationale de Réduction des Risques et de Gestion des Catastrophes interministérielle sous la tutelle de la Primature avec des comités sectoriels;

-Décret du 8 Août 1979 portant organisation du Plan des secours à l'échelon national en cas de catastrophe;

-Divers autres lois et textes. (code de l'eau, code de l'environnement,...)

Les conventions internationales ratifiées par la Côte d'Ivoire

Leçons apprises. Avec les inondations récurrentes et de l'érosion côtière, le gouvernement a commencé à se pencher, sur les questions de préparation et réponse aux urgences liées aux aléas naturels. L'Etat de Côte d'Ivoire a initié des actions pour gérer les risques d'inondation



Proposition d'organigramme

4- Evaluation des risques d'inondation

- **Etat du réseau d'observation hydrométéorologique au niveau national et dans la portion:**

Le réseau d'observation des aléas hydrométéorologiques comporte, à cette date :

- 9 des 14 stations synoptiques fonctionnelles (plutôt concentrées dans le sud) ;
- 5 nouvelles stations automatiques sont installées ;
- 8 nouvelles stations automatiques sont prévues à travers un nouveau projet ;
- 100 pluviomètres sur le territoire, dont 15 pluviomètres et 30 collecteurs à Abidjan.
- Insuffisance de stations : informations météo pas très précises; absence de radar météorologique: les alertes sont lancées à très court terme;

- **Cartographie des risques d'inondation existant au niveau national et dans la portion pays du bassin:**

Une cartographie des zones à risques d'inondation, d'érosion côtière et de mouvement de terrain a été réalisée en zones habitées dans la ville d'Abidjan, en 2013 et publiée en 2014.

Commune	Niveau du Risque d'inondation
Abobo	Risque élevé
Adjamé	Risque faible
Attécoubé	Risque élevé
Cocody	Risque faible
Koumassi	Risque élevé
Marcory	Risque faible
Plateau	Risque faible
Port-Bouët	Risque faible
Treichville	Risque faible
Yopougon	Risque faible

Légende

- Risque faible
- Risque moyen
- Risque élevé

4- Evaluation des risques d'inondation

Dans le cadre du Plan d'Action National pour le Renforcement des Capacités en matière de RRC en Côte d'Ivoire 2016-2020, il est prévu la réalisation de l'évaluation des risques naturels sur toute l'étendue du territoire national.

- **Disponibilité et accessibilité des données et informations de base de prise de décisions éclairées sur la gestion des inondations:**
 - Existence de données et informations mais dont l'accès n'est pas aisé du fait de manque d'une base des données organisée et centralisée.

Acteurs nationaux et internationaux disposant de données et informations:

5- Evaluation de la vulnérabilité aux risques d'inondation

Vulnérabilité= l'ensemble des caractéristiques et les circonstances d'une communauté ou d'un système qui le rendent susceptible de subir les effets d'un danger, son évaluation rentre dans la gestion des inondations.

Vulnérabilité économique:

- Aménagement des plaines inondables pour le développement économique de certaines cultures;
- Mise en place d'infrastructures structurelles de réduction des inondations (barrages écrêteurs, digues, réservoirs, abris...), suivie de campagnes de communication, application des textes sur les servitudes dans les zones à risque.
- **Vulnérabilité sociale:**
 - Capacité de résilience très faible: pertes humaines ou matérielles et de profondes perturbations de l'organisation socioéconomique et politique dans les zones à risque
- **Vulnérabilité environnementale:**
 - Conformément à la réglementation ivoirienne, tout projet et toute étude ayant une interaction avec l'environnement sont soumis à une évaluation environnementale comprenant l'Etude d'Impact Environnementale et Sociale (EIES), le suivi environnemental et l'audit environnemental systématiquement.

6- Principales activités prioritaires de renforcement de capacités

- **PRIORITE**
- Compréhension des risques de catastrophe/inondation (le renforcement de la culture du risque d'inondation)
- Renforcer la gouvernance et les institutions pour la gestion des risques de catastrophe/inondation
- Investir dans la réduction des risques de catastrophe/inondation pour la résilience économique, sociale, culturelle et environnementale
- Renforcement de la préparation pour une réponse efficace, assurer le relèvement et la reconstruction

7- Principales recommandations pour une meilleure gestion des inondations

- Dans le cadre de la mise en œuvre de l'approche « gestion intégrée des inondations », la Plateforme Nationale de Gestion des Risques de catastrophes est bien indiquée pour coordonner un programme de gestion intégrée d'inondation en Côte d'Ivoire;
- Que la volonté politique manifestée se poursuive par la mise en œuvre des actions planifiées pour la réduction des risques d'inondation;
- Intégrer dans sa Stratégie Nationale et dans le Plan d'Action National pour le Renforcement des Capacités en matière de RRC en Côte d'Ivoire 2016-2020, les activités liées à la gestion des inondations qui n'ont jamais fait l'objet d'une politique particulière;

6- Principales activités prioritaires de renforcement de capacités

**MERCI POUR VOTRE
ATTENTION**